

CM98 - Vive le modèle social allemand!

Tout de même, c'est bizarre, la politique. Voilà que not' Manu et Angela s'en vont signer un traité, dit « d'Aix-La-Chapelle », le 22 janvier dernier. 56 ans après Adenauer et de Gaulle. C'est joli : qui en effet s'opposerait à « *une convergence sociale et économique ascendante au sein de l'Union Européenne* », « *une amélioration constante des conditions de vie et de travail* », à « *l'égalité des sexes* » ?

Il n'y a que les complotistes pour y trouver à redire : l'Alsace et la Lorraine placées sous l'Allemagne tutélaire. A se demander si cette thèse n'est pas une fake news du pouvoir pour alimenter les extrêmes, et les dévier de ce qui fait réellement l'objet du traité : copier le modèle social allemand.

Alors, parlons-en, de ce modèle social. Les deux susnommés sont les massacreurs en chef des systèmes de protection sociale inventés en 1945, pour faire « *converger leurs économies et leurs modèles sociaux* ». On traduit : l'alignement voulu par le patronat, la droite, et la majorité des économistes français orthodoxes, de notre modèle social sur l'anti-modèle allemand. En effet, dans le pays le plus riche du continent, les habitants souffrent : PIB à 3300 milliards d'euros, contre 2300 milliards en France, taux de pauvreté à 20% (contre 17%), un travailleur sur cinq y est pauvre, en « *bénéficiant* » des mini-jobs, des sous-emplois payés au maximum 450 euros par mois, n'ouvrant droit à aucune prestation sociale et non comptabilisés pour la retraite (vous entendez ça, les GJ ?).

La retraite ? Quelle retraite ? Au pays de Schroeder et de Merkel, on a forcé 1 million de retraités à retrouver les joies du « *Arbeit* », pour faire des boulots de rêve : veilleur de nuit, livreur de journaux, femme de ménage, ... Cette situation, pour choquante qu'elle soit, permet d'engranger un excédent commercial de 250 milliards d'euros (en France, on est en déficit de 50 milliards d'euros), et l'Etat allemand de bénéficier d'un surplus de 60 milliards, quand il manque en France 75 milliards pour nos institutions publiques.

Enfin, dans le pays des 3 K (Kinder, Küche, Kirche = enfants, cuisine, église) hérités du nazisme, il manque des dizaines de milliers de crèches, et les emplois à temps partiel sont réservés aux femmes. D'où cet étrange « *autonomisation des femmes* » que l'on lit dans le traité, quand en France, cette autonomisation est depuis longtemps obtenue.

C'est peut-être tout cela qui excite notre Président : le social, c'est un truc de sensible ; le texte va ainsi très loin : « *zone économique franco-allemande dotée de règles communes* », « *harmonisation bilatérale des législations* », le fait qu'un membre de chacun des gouvernements vienne assister une fois par trimestre au Conseil des ministres adelphe.

L'expression « *couple franco-allemand* » n'existe qu'en français, outre-Rhin tout le monde sait qui domine. Aussi cette harmonisation ne peut signifier qu'une chose : alignement vers le bas, ou pire soumission volontaire.

Bruno Bourgeon